

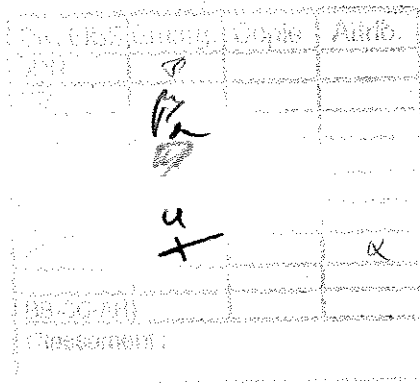
PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR



Direction de la
Réglementation et des
Libertés Publiques

Bureau de l'Urbanisme
et de l'Environnement
DP/ND

Affaire suivie par :
Dominique POMMIER
Tél. : 02 37 27 70 95



**Arrêté autorisant la S.A. STAR à exploiter en extension une carrière à ciel ouvert
de matériaux alluvionnaires et de sables du Perche
ainsi qu'une installation de premier traitement de matériaux
sur le territoire de la commune de MARGON**

N° 1 682

**LE PREFET D'EURE-ET-LOIR,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement (partie législative) annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 et notamment le titre 1^{er} et IV du livre V ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application ;

Vu le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 comprenant en annexe la nomenclature des installations classées modifiée en dernière date par le décret du 30 mars 2000 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1284 du 17 juin 1988 autorisant la SA STAR à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de MARGON ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1285 du 17 juin 1988 modifié autorisant le détournement du cours d'eau "La Cloche" sur la commune de MARGON ;

Vu le schéma départemental des carrières approuvé par arrêté préfectoral du 28 novembre 2000 ;

Vu la demande d'autorisation présentée par la S.A. STAR le 23 mars 2000 en vue de l'extension d'une carrière à ciel ouvert de sables du Perche et matériaux alluvionnaires, ainsi que pour l'exploitation d'une installation de premier traitement des matériaux issus de la carrière sur le territoire de la commune de MARGON ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 1^{er} juin 2001 ;

Vu l'avis de la commission départementale des carrières en date du 28 juin 2001 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 902 du 11 juillet 2001 prorogeant jusqu'au 10 octobre 2001 le délai imparti pour statuer sur la demande d'extension sollicitée ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 20 septembre 2001 ;

Vu l'avis de la commission départementale des carrières en date du 4 octobre 2001 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE :

Article 1er - OBJET :

La Société Anonyme S.T.A.R., dont le siège social est situé route de CRAON à RENAZE (53800), est autorisée, aux conditions suivantes et en conformité aux plans et descriptions produits au dossier de demande d'autorisation, à étendre une carrière à ciel ouvert de sables-graviers alluvionnaires et de sables du Perche, située sur le territoire de la commune de MARGON, au lieu-dit "La Borde".

Par ailleurs, les dispositions prévues dans l'arrêté n° 1378 du 30 août 2001 et relatives aux installations de premier traitement des matériaux situées sur l'emprise de la carrière, sont prolongées jusqu'à la date de validité de la présente autorisation.

Les **emprises** autorisées concernent les parcelles cadastrales suivantes sur **36 ha 97 a 37 ca**, correspondant à une **surface exploitable de 19 ha 38 a 10 ca** :

- non concernée par l'extraction (installations et activités connexes) : section C n° 64 pour partie ;
- concernée par l'extraction : section C n° 65, 75, 78, 79, 80, 81, 82 pour partie, 253, 254, 255, 256, 257, 261, et 305a pour partie.

Toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Article 2 - CLASSEMENT DES ACTIVITES

Les installations autorisées sont rangées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

- **n° 2510** Carrière à ciel ouvert de sables, au sens de l'article 4 du code minier (régime de l'autorisation préfectorale).
- **n° 2515** Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW.

Article 3 - DUREE DE L'AUTORISATION

La validité de la présente autorisation qui inclut la remise en état, est limitée au **17 juin 2015**.

Le pétitionnaire est tenu, s'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, de déposer une nouvelle demande, qui est soumise aux mêmes formalités que la présente demande.

Article 4 - CONFORMITE VIS A VIS DES AUTRES REGLEMENTATIONS

L'autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables, notamment celles relatives au travail, à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, aux découvertes archéologiques et à la voirie des collectivités locales, et au travail.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers

L'autorisation d'exploiter la carrière n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Article 5 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GENERALES :

5. Règles s'appliquant à l'ensemble des activités :

Pour l'exploitation de la carrière et de l'ensemble des installations présentes sur le site, la société anonyme STAR est tenue de se conformer aux prescriptions suivantes :

- 5.1. Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.

- 5.2. Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des Installations Classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les Installations Classées de l'établissement.

- 5.3. L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement.

L'exploitant détermine les mesures envisagées pour éviter le renouvellement de l'accident ou de l'incident compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de celui-ci, et les confirme dans un document transmis sous quinzaine au service inspection des installations classées.

Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesure, interventions d'urgence, remises en état, consécutives aux accidents ou incidents indiqués ci-dessus, seront à la charge de l'exploitant.

- 5.4. Le service inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non de prélèvements et analyses d'effluents liquides, gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de vibrations mécaniques. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

- 5.5. Le présent arrêté cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

- 5.6. Le changement d'exploitant est soumis au régime de l'autorisation préalable.

- 5.7. En cas d'arrêt définitif de l'exploitation de la carrière, la notification de fin de travaux est adressée au Préfet d'Eure et Loir, au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

L'exploitant joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprises de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site constitué conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre modifié.

- 5.8. Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont notamment applicables aux installations de l'établissement :

- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié (J.O. du 22 octobre 1994 et du 14 février 2001) relatif aux exploitations de carrières et installations de traitement des matériaux des carrières ;
- l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans les établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (J.O. du 30 avril 1980) ;
- l'arrêté du 04 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances (J.O. du 15 février 1985) ;

- L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (J.O. du 27 mars 1997) ;
- le décret n°94-609 du 13 juillet 1994, modifié (J.O. du 18 mars 1995), portant application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

Article 6 - DISPOSITIONS TECHNIQUES

Carrière à ciel ouvert de sables (Rubrique 2510 de la nomenclature) - AUTORISATION

Les caractéristiques de l'installation classée sont les suivantes :

- Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est fixé à **150 000 tonnes** ;
- Le tonnage moyen annuel de matériaux à extraire est fixé à **130 000 tonnes**.

Installation de traitement de matériaux (rubrique 2515 de la nomenclature) - AUTORISATION

- La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est de **1 281 kW** dont :
 - puissance installée de la drague électrique sur barge avec le système de refoulement de la pulpe : **800 kW** ;
 - puissance installée de l'unité d'essorage : **131 kW** ;
 - puissance installée de l'unité de traitement des matériaux : **282 kW**.
 - puissance installée de l'unité de malaxage : **68 kW** ;

Horaire de fonctionnement : L'exploitation a lieu du lundi au vendredi de 07 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 18 h 00. Ces horaires sont harmonisés avec ceux de la centrale d'enrobage de la SPEN.

6.1. Aménagements préliminaires :

6.1.1. Information des tiers :

L'exploitant est tenu, dès notification du présent arrêté, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie de MARGON où le plan de remise en état du site peut être consulté.

6.1.2. Bornage :

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- 1°) des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- 2°) le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place et rester facilement contrôlables jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. Elles seront, pour cela, doublées de dispositifs, poteaux ou autres équipements laissés au choix de l'exploitant, permettant de les repérer de manière pérenne.

6.1.3. Eaux de ruissellement :

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place, en tant que de besoin, à la périphérie de cette zone.

6.1.4. Accès de la carrière - Voirie :

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et régulièrement entretenues.

6.1.5. *Déclaration de début d'exploitation :*

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié susvisé est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées aux paragraphes 6.1.1 à 6.1.4.

Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant adresse au Préfet une déclaration de début d'exploitation, en trois exemplaires, et le document établissant la constitution des garanties financières.

6.2. **Conduite de l'exploitation :**

L'exploitation, dont la remise en état fait partie, devra, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et du personnel, notamment par rapport aux risques liés à la présence des **lignes électriques de 20 kV et 90 kV** sur le site ;
- garantir la salubrité des lieux ;
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement ;
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

6.2.1 *Décapage des terrains :*

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage est réalisé de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 2 mètres pour lui conserver ses qualités agronomiques.

6.2.2 *Patrimoine archéologique :*

L'exploitant informera par écrit la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Centre, service régional de l'archéologie, au moins un mois avant le début de tous travaux de décapage.

L'exploitant devra utiliser une technique particulière de décapage avec pelle mécanique équipée d'un godet lisse travaillant en rétroaction ou tout autre moyen garantissant des résultats équivalents.

L'exploitant déclarera dans les meilleurs délais les découvertes fortuites de vestiges archéologiques au service régional de l'archéologie et à l'inspection des installations classées.

L'exploitant prendra toute disposition en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques pour empêcher la destruction ou la détérioration de ces vestiges.

6.2.3. *Découverte et extraction des matériaux*

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux schémas d'exploitation annexés au présent arrêté.

Le matériau est exploité à l'aide d'une drague sur ponton flottant, fonctionnant à l'électricité et utilisant des huiles hydrauliques végétales.

La pulpe composée des matériaux extraits est transportée par refoulement hydraulique jusqu'aux installations d'essorage.

Les matériaux essorés sont transportés par bandes convoyeuses jusqu'aux installations de premier traitement.

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Le décapage et la découverte des terrains sont réalisés uniquement entre le 15 septembre et le 15 novembre de chaque année, exception faite pour la première année, où ces opérations peuvent être réalisées entre le 15 avril et le 15 novembre 2002. La superficie totale concernée par ces opérations n'excédera pas 2 ha par année.

Les engins utilisés pour ces opérations mettent en œuvre également des huiles végétales pour leurs équipements hydrauliques.

Les cordons de découverte seront placés en dehors de la zone inondable.

Les dépôts temporaires de matériaux seront disposés en cordons dans le sens des écoulements.

Les bords des excavations ne seront pas surélevés par rapport au terrain naturel.

6.2.4. *Distances limites et zones de protection :*

L'extraction aura lieu à une profondeur maximale de 8 m par rapport au niveau naturel des terrains.

La zone d'extraction n'approchera pas la rivière l'HUISNE à moins de 50 m.

Chaque année, entre le 15 novembre et le 15 avril, aucune extraction ne sera effectuée à moins de 50 m des fuseaux englobant les méandres de l'HUISNE.

Avant cette période, les zones ayant fait l'objet d'extraction à moins de 50 m des fuseaux englobant les méandres de l'HUISNE seront remblayées.

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

6.2.5. *Remise en état du site*

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité conformément aux informations figurant dans le dossier relatif à la demande et aux annexes jointes au présent arrêté.

Le réaménagement sera réalisé de façon coordonnée à l'exploitation.

La remise en état consiste en la réalisation d'un plan d'eau d'un seul tenant comprenant les zones excavées, le bassin de décantation et le plan d'eau de loisirs actuel ainsi que la création de trois zones humides, écologiquement intéressantes pour la flore et la faune aquatique.

Une surverse sera réalisée à l'extrémité aval du plan d'eau final, c'est à dire dans la partie existant actuellement.

Cette surverse sera mise en place avant la mise en eau du plan d'eau d'un seul tenant.

Sa conception (incluant sa profondeur et sa localisation) sera étudiée par un homme de l'art, avec l'objectif de limiter l'effet induit par la longueur du plan d'eau dû au gradient hydraulique et au risque de déstabilisation des sols à l'aval.

Le projet sera présenté pour approbation à la Direction Départementale de l'Equipement avant que ne débutent les travaux liés à l'extension.

Pour les parties sensibles du plan d'eau situées en amont et en zone d'aléa moyen, là où la distance avec le point le plus aval du plan d'eau excède 500 m, les berges seront protégées de l'érosion en privilégiant les techniques de génie végétal, complétées le cas échéant par la mise en place d'enrochements.

La remise en état doit permettre :

- La mise en sécurité des fronts de taille,
- L'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage,
- La transformation des zones affectées par l'activité en aire de loisirs nautiques, en évitant par exemple l'apparition de hauts fonds ou tous autres phénomènes préjudiciables aux activités de loisirs.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au Préfet.

La remise en état totale du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation sauf dans le cas d'un renouvellement de l'autorisation d'exploiter et doit être conforme au plan de remise en état.

En particulier, en fin d'exploitation :

- Il ne devra y subsister aucune épave, ni aucun dépôt de matériaux.
- Les aires de travail ainsi que les aires de circulation provisoires devront avoir été décapées des matériaux stabilisés qui y auraient été régalez.
- L'ensemble des terrains sera nettoyé, et d'une manière générale, toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site, seront supprimées.
- Les bords du plan d'eau ne seront pas surélevés par rapport au terrain naturel.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514.11 du livre V du code de l'environnement (partie législative).

6.2.6. Plans :

Pour la carrière à ciel ouvert, un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;

- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) ;
- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes à la carrière ;
- le positionnement des fronts.

Les surfaces des différentes zones seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et établi par un géomètre expert.

Un exemplaire de ce plan est transmis, **en fin d'année**, au service inspection des installations classées.

6.2.7. *Fin d'exploitation :*

L'exploitant adresse au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos),
- le plan de remise en état définitif,
- un mémoire sur l'état du site.

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

les cuves ayant contenus des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles seront enlevées.

6.3. **Destination de la production :**

Les matériaux extraits sont destinés à être valorisés dans des usages de type béton hydraulique et matériaux de construction.

Une quantité maximale correspondant à 10 % de la production moyenne de la carrière, soit 13 kt par an de matériaux alluvionnaires peut être utilisée pour approvisionner la station d'enrobage et l'unité de traitement de chaussées.

6.4. **Prévention des pollutions**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

6.4.1. *Pollution des eaux :*

6.4.1.1. - Prévention des pollutions accidentelles

L'entretien et la réparation des engins sont interdits sur le site.

Le ravitaillement des véhicules et des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche munie d'une bordure étanche. Cette aire, située en zone non inondable, est aménagée pour la récupération des fuites éventuelles qui sont acheminées vers un séparateur d'hydrocarbures avec débourbeur et obturateur automatique. Tout dispositif d'efficacité équivalente est admis sous réserve de l'accord du service inspection des installations classées.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Les niveaux de réservoirs fixes doivent pouvoir être visualisés par des jauges de niveau ou dispositif équivalent. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable et les parois de ceux-ci doivent rester visibles.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

6.4.1.2. - Etiquetage - données de sécurité

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à la disposition du service inspection des installations classées.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, le cas échéant, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

6.4.1.3. - Rejets d'eau dans le milieu naturel

- Eaux de procédés des installations :

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur de l'emprise autorisée sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

Les eaux sont prélevées et rejetées dans le bassin de décantation. Ce bassin est rendu étanche par tous moyens appropriés (géomembrane ou autre système équivalent) afin d'éviter toute pollution de la nappe. L'appoint en eau s'effectue au moyen d'un pompage dans la nappe limité à 50 m³/jour. Ce pompage devra être équipé d'un système de comptage des volumes d'eau prélevés.

L'usage de flocculant est interdit.

- Eaux rejetées (eaux usées domestiques, eaux collectées sur les aires étanches) :

Les eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) seront admises dans un dispositif d'assainissement autonome avant rejet dans le milieu naturel. Ce dispositif devra, par extension, répondre aux dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996 (J.O. du 8 juin 1996) fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

Les eaux récupérées sur les aires étanches seront envoyées vers un dispositif de récupération des hydrocarbures comprenant un débourbeur-déshuileur. A l'issue de ce traitement, l'effluent présentera les caractéristiques minimales suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30° C ;
- Les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90105) - Le pH sera compris entre 5,5 et 8,5 ;
- La demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90101) ;
- Les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90114)

Ces valeurs limites seront respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne devra pas dépasser 100 mg/ Pt/l.

L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Un contrôle annuel de la qualité des eaux sera réalisé par un laboratoire agréé par la Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement sur les paramètres cités ci-dessus ; les résultats et ces contrôles seront transmis au service inspection des installations classées.

6.4.1.4. - Surveillance des eaux souterraines :

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaire dans une nappe souterraine est interdit.

Un piézomètre de contrôle de la qualité des eaux souterraines de la nappe sera implanté à l'amont et à l'aval hydrogéologique de la carrière et de tout lieu de dépôt final de boues de décantation. les emplacements retenus devront recueillir l'approbation de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

Ces piézomètres répondront aux caractéristiques suivantes :

- diamètre permettant la mise en place d'une pompe pour le renouvellement de l'eau avant prélèvement pour analyses,
- cimentation de l'espace annulaire jusqu'au niveau statique de la nappe,
- hauteur de tubage acier hors sol sur 0,50 m,
- cimentation périphérique du tubage hors sol sur 1 m,
- fermeture du tubage par couvercle coiffant verrouillable.

Un prélèvement d'eau souterraine sera effectué chaque année dans chaque piézomètre. Ces échantillons seront analysés par un laboratoire accrédité. les paramètres à analyser seront : PH, DCO, DBO5, MEST et les HCT. Les résultats commentés seront rapidement transmis au service d'inspection des installations classées.

6.4.2. *Pollution de l'air :*

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Les stockages doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que cela est nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de tout matériau ni entraîner de dépôt de poussière, de boue ou de tout autre matériau sur les voies de circulation publiques

A cet effet, l'exploitant procède par arrosage de la piste d'accès en tant que de besoin ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

6.5. **Déchets**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les déchets constitués ou imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques, seront conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos.

Ces récipients seront étanches ; on disposera, à proximité, des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés au risque.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination, sauf en cas de recyclage interne à l'installation.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc...) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés, ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'élimination des déchets fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchet :

- origine
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement,
- date d'enlèvement,
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Tout brûlage à l'air libre ou dans une installation non autorisée au titre des rubriques 167 C et 322 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement de déchets et résidus divers, est interdit.

Conformément au décret n° 79.981 modifié du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées, les huiles minérales ou synthétiques usagées seront soit remises aux ramasseurs agréés pour l'Eure et loir, soit transportées directement pour mise à la disposition d'un éliminateur agréé au titre du décret susvisé ou autorisé dans un autre état-membre de la C.E.E. en application de la Directive C.E.E. n° 75.439 modifiée par la Directive C.E.E. n° 87.101 du 22 décembre 1986.

6.6. Prévention des nuisances sonores

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les bruits émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse, ...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés ;
- 3 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la 2^{ème} partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation pour les différentes périodes de la journée sont tels que les valeurs maximales d'émergence (3 dB(A) en période nocturne et 5 dB(A) en période diurne) à une distance de 200 mètres du périmètre de l'exploitation soient respectées.

En tout état de cause ces niveaux maximaux ne peuvent excéder 62 dB (A) en limites de site de 06 h 30 à 21 h 30.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A, L_{AeqT} . L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation moins de 5 ans avant la date de publication du présent arrêté doivent, dans un délai de 3 ans après cette date, répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès le début de l'exploitation. Les résultats de ces contrôles seront tenus à disposition du service inspection des installations classées.

Un contrôle des niveaux sonores pourra être effectué à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées ; les frais en seront supportés par l'exploitant.

6.7. Vibrations

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 (J.O. du 22 octobre 1986) relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

6.8. Préventions des risques

6.8.1. Lutte contre l'incendie

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Notamment, l'exploitant disposera des extincteurs appropriés aux risques.

Le personnel sera entraîné au maniement des moyens de secours.

Le bassin d'eau prévu pour servir de réserve incendie en cas de sinistre respecte les conditions fixées par la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. Pour cela, ses caractéristiques seront les suivantes :

- La capacité minimale est de 240 m³.
- Le volume d'eau contenu dans cette réserve est constant en toute saison.
- La plate-forme d'utilisation offre une superficie de 32 m² (8 m x 4 m) afin d'assurer la mise en œuvre aisée des engins de sapeurs pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme est assuré par une voie engin de 3 m de large, stationnement exclu.
- Le point d'eau est accessible en toute circonstance.
- Le bassin d'eau est signalé et curé périodiquement.
- La hauteur d'aspiration est inférieure à 6 m.

6.8.2. Registre de sécurité :

Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, devront faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un incident et dans ce cas nature de l'incident.

Ce registre, ainsi que les rapports de contrôle, devront être tenus à la disposition du service inspection des installations classées.

6.8.3. Consignes de sécurité :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies tenues à jour diffusées à tous les membres du personnel et affichées dans les lieux fréquentés par ce personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseau de fluides,...)
- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses.
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie et la périodicité des vérifications de ces dispositifs,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement des services d'incendie et de secours, etc.

Elles seront également affichées à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.

6.8.4. Sécurité :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés et stockés dans l'installation.

6.8.4.1. - Sécurité du public

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit par une barrière.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

6.8.4.2. - Sécurité du personnel :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

En particulier :

- la ligne électrique de 20 kV est enterrée au cours du réaménagement
- les dangers liés à la présence des lignes électriques de 20 kV et de 90 kV sont signalés par des pancartes placées aux abords de ces lignes.
- le conducteur de la drague flottante est relié en permanence au poste de pilotage de l'installation par interphone et circuit vidéo.

6.8.4.3. - Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail et du règlement général des industries extractives, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

6.8.4.4. - Installations électriques :

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixées par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Article 7 - GARANTIES FINANCIERES

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe, présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant de la garantie financière permettant d'assurer la remise en état maximale pendant l'exploitation a été fixée comme suit :

<i>Période</i>	<i>S1 (C1 = 70 kF/ha)</i>	<i>S2 (C2 = 160 kF/ha pour les 5 premiers ha, 130 kF pour les 5 suivants</i>	<i>S3 A remplir par linéaire de berges</i>	<i>Montant des garanties financières TTC</i>
2001-2005	1,5	1	780	418,8 kF soit 63 846 euros
2006-2010	1,4	2,9	545	647,45 kF soit 98 703 euros
2011-2015	1,9	0	1085	360,85 kF 55 011 euros

**LES SUPERFICIES INDIQUEES CORRESPONDENT AUX VALEURS MAXIMALES ATTEINTES
AU COURS DE LA PERIODE CONSIDEREE**

- 7.1. L'exploitant adresse à M. le préfet avec la déclaration de début d'exploitation, le document établissant la constitution des garanties financières.
- 7.2. Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation du montant des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes suivantes visées ci-dessus, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières.

Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

- 7.3. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.
- 7.4. L'exploitant adresse à M. le Préfet le document attestant le renouvellement des garanties financières trois mois avant leur échéance.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en demeure conformément aux modalités prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

- 7.5. Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- Soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 ;

- Soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.
- 7.6. Toute mise en demeure de remise en état non suivie d'effet constitue un délit en vertu de l'article 20 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- 7.7. La procédure de levée des garanties financières ne pourra être engagée que lorsque la remise en état sera définitivement achevée.

Article 8 - MISE EN OEUVRE DES PRESCRIPTIONS :

Sauf mention particulière spécifiée dans l'arrêté, toutes les prescriptions sont applicables dès le démarrage de l'exploitation.

Article 9 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS :

Le bénéficiaire de la présente autorisation peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente autorisation.

Il peut également contester la décision par un recours gracieux ou un recours hiérarchique, ce recours ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du Tribunal Administratif.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent contester le présent arrêté d'autorisation en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation telle que définie à l'article 6.1.

Article 10- NOTIFICATION ET INFORMATION :

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie administrative.

Ampliations en seront adressées à MM. les Maires des communes, pour le département d'Eure-et-Loir, de MARGON, BRUNELLES, CHAMPROND EN PERCHET, NOGENT LE ROTROU, et, pour le département de l'ORNE, de BERD-HUIS, CONDEAU, CONDE SUR HUISNE, DANCE, SAINT-HILAIRE SUR ERRE, SAINT-PIERRE LA BRUYERE, à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Centre et aux chefs de services consultés lors de l'instruction de la demande.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera en outre affiché à la mairie de MARGON pendant une durée d'un mois à la diligence de M. le Maire de MARGON qui devra justifier au Préfet d'Eure-et-Loir de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché, en permanence et de façon visible, par le pétitionnaire dans son établissement.

Un avis du présent arrêté sera, aux frais de la S.A. STAR, inséré par les soins du Préfet d'Eure-et-Loir dans deux journaux d'annonces légales du département.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MARGON et peut y être consultée.

Dès réception de la déclaration de début d'exploitation mentionnée au paragraphe 6.1.5, M. le Préfet d'Eure-et-Loir en transmet un exemplaire à l'inspection des installations classées et un autre au maire de la commune de MARGON.

Un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début d'exploitation sera aux frais de la société S.T.A.R. inséré par les soins de M. le Préfet d'Eure-et-Loir dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 11 - SANCTIONS :

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté, peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

En particulier, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'activité, après mise en demeure de constituer ces garanties.

Article 12 - EXECUTION :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, M. le Sous-Préfet de NOGENT-LE-ROTHOU, M. le Maire de MARGON, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Centre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le 8 octobre 2001

**Pour Le Préfet
Le Secrétaire Général**

Pascal BOLOT

Pour ampliation,
Pour l'Attaché, Chef de Bureau



A handwritten signature in black ink, appearing to be "Annik ARGAST".

Annik ARGAST

